

## **SPECTRUM - Pourquoi interpeller marques et distributeurs ?**

**S**'il faut évidemment pointer du doigt le propriétaire de l'usine et les autorités locales qui n'ont pas rempli leur rôle de contrôle et d'inspection des conditions de sécurité de l'usine Spectrum Sweater, cet effondrement interroge aussi la responsabilité de ses clients. Spectrum et l'usine attenante du même propriétaire Shahriyar, produisaient au moment de l'effondrement ou dans le courant des mois qui l'ont précédé pour le compte, entre autres de Inditex (Zara- Espagne), Carrefour, Cotton Group (Belgique), Solo Invest (France), KarstadtQuelle (Allemagne), Scapino (Pays-Bas) New Yorker (Allemagne), New Wave Group (Suède) (voir en Annexe 2, la liste complète des acheteurs)

La plupart de ces entreprises disposent d'un code de conduite et recourent à des audits sociaux. Certaines, parmi elles, sont membres du BSCI (Business Social Compliance Initiative) dont les objectifs déclarés sont entre autres de « mettre en œuvre son code de manière plus efficace que d'autres systèmes, optimiser les conditions de travail, augmenter la satisfaction des travailleurs... »<sup>1</sup>

### **Les faits ne permettent pourtant pas d'accorder de crédit à ces démarches.**

« C'est la négligence qui a permis cette tragédie, a déclaré Shireen Akhter de l'organisation de femmes bangladaise Karmojibi Nari. *Il s'agit d'un crime pas d'un accident.* » Trois jours avant l'effondrement de l'usine, un travailleur de Spectrum est mort suite à des brûlures provoquées par un chauffe-eau défectueux. Trois mois plus tôt, une travailleuse était gravement électrocutée suite à l'enchevêtrement de ses vêtements dans des fils électriques. Elle est toujours hospitalisée. Des interviews de travailleurs et des enquêtes réalisées auprès des syndicats et ONG locales par la Campagne Vêtements Propres, montre que Spectrum-Shahriyar violait régulièrement la législation du travail du Bangladesh en payant des travailleurs en dessous du salaire minimum légal (10 € par mois), en ne leur permettant pas de prendre le seul jour de congé légal hebdomadaire, et en faisant travailler des femmes en pause de nuit. Juste avant l'écroulement, des travailleurs inquiétés par les fissures qui se formaient dans les murs furent purement et simplement renvoyés à leur poste de travail, sommés de ne pas ébruiter le fait et sans qu'aucune mesure ne soit prise par la direction.

**Distributeurs et marques ont la responsabilité de prendre des mesures bien plus sérieuses pour s'assurer que leurs productions sont réalisées dans des conditions de sécurité pour les travailleurs et que ces derniers peuvent effectivement s'organiser et exprimer utilement leurs inquiétudes et leurs demandes.**

---

<sup>1</sup> <http://www.bsci-eu.org/content.php?page=BsciObjectives>